



Bulletin cheminot Lyon

Lundi 15 avril 2024

D'où qu'ils viennent, interdisons les licenciements !

Les 40 plus grosses entreprises françaises (celles du CAC 40) ont annoncé plus de 150 milliards d'euros de bénéfices pour 2023. Ce n'est plus une pluie, mais un déluge de fric qui arrose leurs actionnaires : plus de 60 milliards de dividendes, et 30 milliards de rachats d'actions qui gonflent d'autant la valeur de celles qui restent. Non seulement ces sommes indécentes contrastent avec les augmentations de salaire minables pour leurs salariés, mais elles n'empêchent pas les mêmes entreprises de licencier !

Des licenciements gavés de profits

Stellantis (fusion de PSA, Fiat et Chrysler), a réalisé 18,6 milliards de profits en 2023. Les menaces sur l'emploi s'accumulent pourtant dans plusieurs usines du groupe. La semaine dernière, c'était au tour de la CGT du site Stellantis d'Hordain (Nord) de tirer la sonnette d'alarme. Le transfert d'une partie de la production de véhicules utilitaires vers la Turquie, laisse planer la menace de la direction de se débarrasser de centaines d'emplois, voire du site à terme.

ExxonMobil annonce la même semaine la vente de plusieurs sites et la suppression de 677 emplois dans celui de Gravenchon (Seine-Maritime). Les délégués syndicaux de l'usine estiment à 3 000 le nombre total des emplois menacés, directement chez les sous-traitants ou indirectement dans d'autres entreprises. ExxonMobil a fait 36 milliards d'euros de bénéfices en 2023. Le trust pétrolier a racheté en octobre dernier son rival Pioneer pour la bagatelle de 56 milliards d'euros, sans emprunter le moindre centime ! Il a largement de quoi maintenir les salaires de tous les travailleurs menacés à Gravenchon et ailleurs.

Le gouvernement n'est pas en reste

Ces annonces interviennent alors même que le gouvernement engage une énième « réforme de » (traduire : « attaque contre ») l'assurance-chômage. Si le plan d'Attal va jusqu'au bout, la durée de l'indemnisation du chômage, qui était de 24 mois jusqu'à février dernier, passera à 12 mois à l'automne prochain. On n'ose pas imaginer ce que deviendra le montant des allocations, déjà diminué de 16 % à 50 % selon les cas l'an dernier.

Le ministre de la Fonction publique Guérini s'intéresse quant à lui au chômage pour y envoyer les fonctionnaires ! Il ment en prétendant que presque personne n'est licencié

dans la fonction publique. En 2022, 235 fonctionnaires – et pas 13 – ont été licenciés pour motifs disciplinaires. Des milliers d'autres ont négocié une rupture conventionnelle, pas forcément par désamour du service public, mais plutôt des conditions dans lesquelles la hiérarchie impose de travailler ! Et c'est sans compter les fonctionnaires qui changent de poste ou démissionnent.

La meilleure garantie d'emploi dans le public a un coût pour les agents : des salaires plus faibles. L'Insee estime que ceux du privé ont augmenté deux fois plus vite – en vérité plutôt deux fois moins lentement – entre 2011 et 2021, du fait du gel des salaires dans la fonction publique.

Invertissons le règne de la peur

Alors si Guérini agite le prétendu « tabou du licenciement dans la fonction publique », c'est qu'il veut opposer les salariés du public et du privé. Nous, nous sommes pour interdire le licenciement partout ! Le « tabou » dont notre société est en train de crever, c'est celui des sacro-saints profits !

Tout cet argent serait bien mieux employé à maintenir les emplois et les salaires des travailleurs et des travailleuses dont les postes sont menacés. À embaucher les collègues qui manquent dans les ateliers, les services, les chantiers. À faire reculer ce chômage qui n'est pas une fatalité, mais l'arme de la bourgeoisie pour nous imposer sa loi.

Une telle lutte pour l'interdiction des licenciements suppose que, du public et du privé, nous fassions front ensemble. Si le gouvernement crache sur ses agents, c'est précisément pour jeter entre nous les ferments de la division. Car il sait, mieux que nous, qu'une fois unis nous serons invincibles.



**POUR UN MONDE
SANS FRONTIÈRES
NI PATRONS**

**URGENCE
RÉVOLUTION !**



Bienvenue aux nouveaux collègues

Un nouveau poste de gardien est en création sur le triage de Sibelin. Une bonne nouvelle sur un site où on est plus habitués aux suppressions d'emploi qu'aux embauches !

Les arguments de la direction en faveur de ce nouveau poste sont éloquentes : un poste en plus permettra de mieux traiter les PUI et de mieux répartir la charge de travail. Ce qui est dommage, c'est que la réflexion de la direction ne s'applique pas aux autres professions du triage, qui souffrent elles aussi du sous-effectif dans leurs équipes !

Part-Dieu : agrandissement de la gare... Réduction des effectifs ?

L'ouverture des nouveaux Hall de la gare Part Dieu prévue en juin, provoquera le doublement de la superficie de la gare. Mais nos effectifs eux ne doublent pas ! Pire : la direction TGV-Intercités prévoit la suppression de 4 postes de vendeurs sur la quinzaine existant actuellement. Comment s'en étonner quand on connaît le souci de la direction pour nos conditions de travail soucieux et la qualité de service aux usagers ?

Des travaux mais pas d'info !

Sibelin :

Sur le triage, beaucoup de travaux sont en cours ou sont à venir. On ne sait pas vraiment ce que tout ça cache, mais voir la boîte investir des sommes d'argent considérables pour réorganiser les locaux et le site alors que la restructuration du Fret arrive à grands pas nous laisse perplexe.

Perrache :

Après Part-Dieu c'est au tour de Perrache de subir d'importants travaux qui devraient débiter cette année. On se doute que la direction souhaite en profiter pour modifier totalement l'organisation de la gare. Mais comme d'habitude elle ne transmet aucune info. Pas même sur le calendrier des travaux alors que nos cheminements et les flux de voyageurs sur le site devraient être impactés !

C'est nous qui travaillons alors c'est nous qui décidons !

Dans les gares, les triages et tous nos chantiers, c'est nous qui faisons tourner la boîte

et circuler des trains. Nous sommes donc les mieux placés pour juger des travaux nécessaires à l'exercice de nos métiers. Il serait donc bien normal qu'on ait notre mot à dire sur les projets de la direction !

Médaille d'or d'enfumage

Les JO approchent et rien n'est prêt ? Pas de problème pour la direction : suffit de faire passer le désordre annoncé à coup de prime de 50€ ! Là aussi d'ailleurs tout reste assez vague puisqu'on ne sait toujours pas qui exactement, selon le site et le secteur, la touchera. Ce qui est sûr, c'est qu'eux croient pouvoir calmer les mécontents et acheter la paix sociale. Mais ce qu'on veut, c'est pas juste des primes : c'est des augmentations de salaires, et pour tout le monde !

ASCT : on veut accompagner, pas cliquer !

Depuis quelques temps, certains usagers dénoncent sur les réseaux sociaux le caractère abusif de contraventions qu'ils ont reçues. Et, quand ces publications atteignent un certain niveau d'audience, la direction de la SNCF, soucieuse de ménager son image, fait sauter les PV. Demander de faire respecter le règlement à la lettre pour ensuite rejeter la responsabilité d'éventuels abus sur les seuls ASCT : voilà qui devrait nous inciter résister aux pressions de la boîte pour augmenter les contrôles et la répression des usagers !

Sur ce sujet voir l'article rédigé par la Branche Transport du NPA « Contrôleur SNCF : "On voudrait accompagner, pas cliquer" » en suivant ce QR code :



Révolutionnaires, un journal par et pour les travailleurs !

Achète le n°12 de notre journal pour 2€ auprès de nos diffuseurs.



Ce bulletin est le tien, n'hésite pas à le faire circuler !

Une info à nous transmettre, une remarque : écris-nous à npa.cheminots.lyon@gmail.com